

la Chine communiste, elle, en a profité pour débiter une nouvelle diatribe contre les États-Unis; cela révèle, il me semble, le vrai visage du communisme. Comme dit le proverbe, défiance est mère de sûreté. En invitant les pays communistes à partager nos biens, que le gouvernement prenne quand même garde de ne pas avoir à s'en repentir. M. Khrouchtchev a beau sourire, le marxisme, concrétisé dans le communisme, reste une doctrine qui préconise la révolution et le renversement des gouvernements démocratiques; et la meilleure traduction en langue courante du terme *dialectique* employé dans la phraséologie communiste, c'est encore «duperie».

Enfin, je voudrais m'arrêter à ce que je considère l'une de nos plus belles occasions et de nos plus importantes responsabilités dans notre monde où les distances comptent de moins en moins: les nouveaux États. Cela comprend les jeunes pays d'Afrique, auxquels l'Union soviétique fait aussi la cour actuellement, ainsi que certains pays du Commonwealth et de l'Amérique latine. La partie est de l'Afrique m'est bien familière: j'y ai voyagé dans presque toutes les régions. Non sans une vive inquiétude, j'ai constaté que M. Khrouchtchev, qui fait actuellement patte de velours et s'est rangé à la thèse de la coexistence pacifique, a réussi à faire de la république de Somalie l'arsenal et le point de ralliement des efforts et des ambitions soviétiques sur le continent africain.

Il faut nous préoccuper du sort de ces nouveaux États dans le monde entier. Les temps sont durs pour nous comme pour eux. L'ère du colonialisme est révolue, et pourtant celui-ci avait sa raison d'être. Il a fait régner l'ordre public, a instruit des peuples primitifs et a fourni aux régions qu'il a administrées la chance de connaître un niveau de vie plus élevé. Le colonialisme a apporté des bienfaits qui étaient nécessaires. Pourtant, on ne saurait aujourd'hui les imposer par la force. Ils doivent être accordés de plein gré. C'est là assurément une tâche très difficile pour plusieurs anciennes puissances impériales, même lorsqu'elles désirent l'entreprendre. D'autre part, c'est une chose que nous, Canadiens, en tant que citoyens d'une nation qui fut jadis une colonie, pouvons et devons sûrement entreprendre. Encore ici, notre apport ne saurait se faire exclusivement sous forme d'argent et de produits. Je pense que la contribution que nous pouvons faire, par exemple sous forme d'assistance technique et d'aide dans le domaine de l'enseignement, est vraiment considérable.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre! Je m'excuse d'interrompre l'honorable député mais la période de temps qui lui avait été accordée est terminée.

Des voix: Poursuivez!

M. Thompson: Merci beaucoup. Je vais me hâter de terminer. Il en est ainsi, que le Canada envoie des professeurs à l'étranger ou qu'il accepte chez lui un nombre de plus en plus grand d'étudiants de l'étranger. De cette façon, nous pouvons sûrement rendre service. A l'heure du dîner, ce soir, je conversais au téléphone avec un interlocuteur qui connaît très bien la région des Antilles, dans les Caraïbes. Il me parlait d'un Canadien qui s'était rendu dans l'une des îles des Caraïbes à titre de directeur de formation pour les professeurs, et il me disait qu'il avait reçu d'au moins une douzaine de personnes des commentaires élogieux sur le travail magnifique de cet homme non seulement dans ses cours de formation aux professeurs, mais aussi comme ambassadeur émérite de ce que le Canada représente et de ce qu'il désire être.

Il me revient à l'esprit le souvenir du nouvel organisme créé, il y a seulement quelques mois, dans la capitale de l'Éthiopie, Addis-Abéba. Cet organisme doit son existence à l'initiative de l'empereur Haïlé Sélassié, qui nous visitait il y a quelques semaines. Je ne crois pas que nous, au Canada, possédions la moindre notion de l'influence prépondérante de cet organisme dans l'épanouissement paisible de l'Afrique. Lorsque la crise a surgi entre l'Algérie et le Maroc, il y a quelques semaines, nous avons vu cet organisme jouer son rôle médiateur pour rétablir la paix dans cette région troublée, non pas par l'entremise d'étrangers, mais par l'intervention des Africains eux-mêmes.

J'évoque ma propre expérience en Afrique. J'estime que l'un des aspects les plus fructueux des années que j'y ai passées n'a pas tant consisté dans le travail que j'ai accompli que dans le fait que j'ai pu orienter vers le Canada un grand nombre d'étudiants qui sont maintenant formés et compétents et qui assument leurs responsabilités dans leurs pays respectifs. L'un de ces hommes a été la figure dominante parmi les médiateurs, il y a quelques semaines, dans le litige qui opposait le Maroc et l'Algérie.

J'aurais plusieurs questions à soulever à cet égard. Tout d'abord, j'espère que le Canada pourra affecter des fonds plus considérables afin de permettre aux étudiants et aux jeunes Canadiens de servir outre-mer. Ce programme ne demande pas des sommes tellement considérables. Beaucoup d'étudiants ne peuvent se permettre un tel voyage, bien que nombre d'entre eux désirent aller outre-mer. On ne saurait estimer jusqu'à quel point ces étudiants pourraient se faire des ambassadeurs de bonne entente dans le milieu où ils seraient. Je propose que le gouverne-